



# Regional Marine Pollution Emergency Response Centre for the Mediterranean Sea (REMPEC)

## Tunisie



### Information sur le pays

Capitale	Tunis
Langues	Arabe, Français
Ports principaux	Bizerte - Menzel Bourguiba, La Goulette - Radès, Sousse, Sfax - Sidi youssef, Gabès, La Skhira, Zarzis
Littoral (km)	1300.0
Production (bbl/j)	86930.0
Exportation (bbl/j)	77130.0
Importations (bbl / jour)	87300.0
Type de carburant	lourd et léger
Production offshore	<input checked="" type="checkbox"/>

### Liste de contact

Afin d'accéder à toutes les coordonnées des représentants du gouvernement, les Correspondants sont invités à se connecter sur le site Web avec leurs identifiants

# Conventions

## Approuvé

### Convention régionale

Instrument juridique	Ratification	Transposition de l'instrument international dans la législation nationale
<a href="#">Barcelona Convention</a>	25/05/1977	Ratifiée par la loi n° 77-29 du 25 mai 1977
<a href="#">Emergency Protocol, 1976</a>	25/05/1976	Ratifié par la loi n° 77-29 du 25 mai 1977

### Convention internationale

Instrument juridique	Ratification	Transposition de l'instrument international dans la législation nationale
<a href="#">OPRC, 1990</a>	19/06/1995	Adhésion par Loi n° 95-51 du 19 juin 1995
<a href="#">CLC 1992</a>	18/11/1996	Adhésion par Loi n° 96-97 du 18 novembre 1996.
<a href="#">FUND 1992</a>	18/11/1996	Adhésion par Loi n° 96-97 du 18 novembre 1996.
<a href="#">SALVAGE 1989</a>	05/05/1999	
<a href="#">INTERVENTION Protocol 1973</a>	21/01/1976	Adhésion par Loi n° 76-14 du 21 janvier 1976.
<a href="#">INTERVENTION 1969</a>	21/01/1976	Adhésion par Loi n° 76-14 du 21 janvier 1976.
<a href="#">Offshore Protocol</a>	23/02/1998	Ratifié par la loi n° 98 - 15 du 23 février 1998.

## Désapprouvé

### Convention régionale

[Prevention and emergency protocol, 2002](#)

### Convention internationale

[OPRC-HNS Protocol, 2000](#)

[1996 HNS Convention](#)

[Bunker Convention, 2001](#)

[LLMC Protocol 96](#)

[Wreck Removal Convention, 2007](#)

[LLMC 1976](#)

[FUND Protocol 2003](#)

[SCP CEG](#)

# National & système régional - National & plan régional

## Plan d'urgence national

Approuvé	En projet	En préparation	Aucune information	Assisté par le REMPEC	Date
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	03/04/1996

**Type de test**  
Full Scale Exercise

**Fréquence de test**  
Once every 5 years

**Législation nationale pertinente adoptant le plan**  
Loi No. 29 du 03/04/1996

**Le plan de maintenance**  
Commission Nationale de la prévention et de la lutte contre les événements de pollution marine (MEDD, MIDL, MAE, Ministère des Finances...)

**Mise en oeuvre du plan**

## Accords sous-régionaux

# National & système régional - stratégie de lutte

## Contrôle et évaluation

Image satellite	<input checked="" type="checkbox"/>
Surveillance aérienne	<input checked="" type="checkbox"/>
Surveillance navale	<input checked="" type="checkbox"/> Service National de Surveillance Côtière (SNSC)
Modèles de prédiction	<input checked="" type="checkbox"/>

## Lutte en mer

Utilisation de dispersant	<input checked="" type="checkbox"/>
Surveillance aérienne	<input checked="" type="checkbox"/>
Législation connexe	
Délimitation des zones d'utilisation des dispersants	<input checked="" type="checkbox"/> Le chapitre du PNIU relatif à la stratégie de lutte propose des règles d'emploi et les zones où les dispersants chimiques, agents nettoyant et agents de bioremédiation peuvent être employés en mer et à terre.
Identification de l'autorité en charge de l'autorisation	<input checked="" type="checkbox"/> Ministère chargé de l'Environnement
Procédures de test des dispersants	
Liste des produits approuvés	<input checked="" type="checkbox"/> Les autorités nationales de la Tunisie peuvent autoriser l'emploi des produits dispersants approuvés en France, au Royaume-Uni, en Australie et aux Etats-Unis dans l'année en cours.
Liste des laboratoires compétents autorisés	
Confinement et récupération	<input checked="" type="checkbox"/> La stratégie de lutte pour le PNIU prévoit le recours au confinement en mer en vue d'opérations de récupération, ou de protection du littoral lorsque la nappe arrive près de la côte.  La mise en œuvre se fait soit au large loin du littoral, soit en zone côtière moyennant le matériel de confinement listé en <a href="#">annexe 6 du Manuel de mobilisation des moyens antipollution et détaillé sur le lien</a> : <a href="https://medgismar.rempec.org/">https://medgismar.rempec.org/</a>
Brûlage (In situ burning)	<input checked="" type="checkbox"/> Le chapitre du PNIU relatif à la stratégie de lutte propose des règles de recours au brûlages in-situ.

## Protection et nettoyage du littoral

Protection du littoral	<input checked="" type="checkbox"/> Comité régional de mise en œuvre du Plan National d'Intervention Urgente
Nettoyage du littoral	<input checked="" type="checkbox"/> L'Office National de la Protection Civile (ONPC)

## La communication

<b>Activités d'exploitation</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Le PNIU prévoit un Poste de Commandement général (P.C. général) qui est organisé en cellules, parmi lesquelles on trouve une cellule média.
<b>Relation gouvernement / industrie</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Le PNIU prévoit un Poste de Commandement général (P.C. général) qui est organisé en cellules, parmi lesquelles on trouve une cellule média. Cette cellule veille à : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La collecte et la gestion de toutes les informations transmises par le poste de commandement ;</li> <li>- La collecte et la diffusion des informations spécifiques aux opérations d'intervention aux médias, intervenants et les organismes concernés ;</li> <li>- L'organisation des conférences de presses ;</li> <li>- L'organisation des visites et des rencontres en cas de nécessité ;</li> </ul>
<b>Relation publique</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Le PNIU prévoit un Poste de Commandement général (P.C. général) qui est organisé en cellules, parmi lesquelles on trouve une cellule média. Cette cellule veille à : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La collecte et la diffusion des informations spécifiques aux opérations d'intervention aux médias, intervenants et les organismes concernés ;</li> <li>- L'organisation des conférences de presses ;</li> <li>- L'organisation des visites et des rencontres en cas de nécessité ;</li> </ul>
<b>Relation avec les médias</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Le PNIU prévoit un Poste de Commandement général (P.C. général) qui est organisé en cellules, parmi lesquelles on trouve une cellule média. Cette cellule veille à : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La coordination entre les différents médias ;</li> <li>- La collecte et la diffusion des informations spécifiques aux opérations d'intervention aux médias, intervenants et les organismes concernés ;</li> <li>- La préparation de communiqués de presse ou le VDR ;</li> <li>- L'organisation des conférences de presses ;</li> <li>- L'organisation des visites et des rencontres en cas de nécessité ;</li> <li>- Recevoir et canaliser les journalistes sur les sites opérationnels avec le concours des forces de l'ordre.</li> </ul>

## Gestion des déchets

<b>Politique nationale concernant les déchets d'hydrocarbures</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Le traitement la collecte, le transport et l'élimination des produits contaminés sont confiés à des sociétés agréées par le Ministre chargé de l'Environnement et sont publiés sur le site de l' <a href="http://www.anged.nat.tn">Agence Nationale de Gestion des Déchets</a> (ANGED): <a href="http://www.anged.nat.tn">http://www.anged.nat.tn</a>
<b>Traitement / Installations de dépôt / Solutions</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Le traitement la collecte, le transport et l'élimination des produits contaminés sont confiés à des sociétés agréées par le Ministre chargé de l'Environnement et sont publiés sur le site de l' <a href="http://www.anged.nat.tn">Agence Nationale de Gestion des Déchets</a> (ANGED): <a href="http://www.anged.nat.tn">http://www.anged.nat.tn</a>

## Experts

<b>Intégration d'experts internationaux dans l'organe de coordination</b>	<p>La demande d'assistance est envoyée à la suite du déclenchement du Plan aux autorités des autres Parties.</p> <p>Cette assistance peut être demandée sous forme de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– personnel de lutte formé et, en particulier des équipes d'intervention ;</li><li>– équipement de lutte spécialisé ;</li><li>– produits de traitement de la pollution ;</li><li>– autres moyens, en particulier des moyens autonomes tels que les navires ou Aéronefs, et/ou toute combinaison.</li></ul>
---	--

## Demandes d'indemnisation

<b>Base juridique des demandes d'indemnisation au niveau national</b>	<input checked="" type="checkbox"/> A la fin des opérations relatives à une pollution marine massive, le Coordonnateur National assure la présentation du dossier d'indemnisation des dommages subis par l'Etat Tunisien, une fois préparé par une commission d'experts qu'il aura désignés à cette fin.
	<p>Ce dossier peut comprendre les demandes d'indemnisation additionnelles présentées par les personnes physiques ou morales en application des régimes d'indemnisation additionnelle créés ou qui seraient créés par les conventions internationales après leur ratification conformément à la loi.</p>
<b>Réclamations inclus dans le plan d'urgence</b>	
<b>Structure nationale chargée des demandes d'indemnisation</b>	

## Gestion des volontaires

---

**Gestion des volontaires prise en compte dans le plan**

La structure organisationnelle du **Plan National d'Intervention**

**Urgente** prévoit la contribution parmi l'équipe de lutte avec des moyens humains déployés les marins , civils, et bénévoles sous la direction du P.C. en mer qui est le responsable des opérations en mer et de la conduite des opérations et de la coordination des interventions en mer, mais aussi du P.C. terre qui est responsable des opérations de lutte sur le littoral et chargé de l'organisation, de la coordination et de la direction des opérations de protection des sites et de l'élimination des produits polluants.

**Le gouverneur et comité régionale** assurent un lien avec les collectivités territoriales, les représentants socioprofessionnels et les associations, concernant l'accueil des bénévoles, le concours des services communaux,

---

**Protection de la faune****Mesures de protection de la faune (espèces protégées et autre faune marine)**

[Cliquez sur le lien pour accéder à la Fiche profils pays de Sea Alarm, fournissant des informations sur la protection de la faune dans ce pays](#)

# Expertise

## Préparation

		Centres d'experts et de formation
<b>Cartographie de sensibilité</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Hydrocarbure <input checked="" type="checkbox"/> Produits chimiques	ONCP (hydrocarbures et p. chimiques)
<b>Evaluation du risque</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Hydrocarbure <input checked="" type="checkbox"/> Produits chimiques	OMMP (hydrocarbures) et ONPC (hydrocarbures et p. chimiques)
<b>La planification d'urgence</b>	<input type="checkbox"/> Hydrocarbure <input type="checkbox"/> Produits chimiques	
<b>Formation du personnel</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Hydrocarbure <input checked="" type="checkbox"/> Produits chimiques	OMMP (hydrocarbures) et ONPC (hydrocarbures et p. chimiques)

## Lutte

		Centres d'experts et de formation
<b>Lutte contre l'incendie</b>	<input checked="" type="checkbox"/> OMMP/ONPC	
<b>Lutte contre les marées noires en mer</b>	<input checked="" type="checkbox"/> SNSC/OMMP/MIDL/ANPE	
<b>Lutte contre les hydrocarbures sur la côte</b>	<input checked="" type="checkbox"/> ONPC/APAL/MEDD/MEHAL	
<b>Lutte contre les déversements / rejets de SNPD</b>	<input checked="" type="checkbox"/> ONCP/ANPE	
<b>Récupération des paquets perdus de SNPD</b>		
<b>Surveillance aérienne</b>		
<b>Images satellite</b>		
<b>Gestion globale des urgences</b>	<input checked="" type="checkbox"/> MEDD/OMMP.ONPC	
<b>Décontamination du littoral</b>	<input checked="" type="checkbox"/> OMMP	
<b>Modélisation et prévision</b>	<input checked="" type="checkbox"/> INM/INSTM/ONPC	
<b>Impact - La faune et les oiseaux</b>	<input checked="" type="checkbox"/> INSTM	
<b>Impact - La Pêche / La pisciculture</b>	<input checked="" type="checkbox"/> INSTM	
<b>Restauration du site de l'accident (hydrocarbure)</b>		
<b>Restauration du site de l'accident (produits chimiques)</b>		



## Expertise et services

# Accords transfrontaliers

## Fournisseur

À qui la demande doit être adressée

Nom complet de l'institution	Directeur Général
Département ou position	Agence nationale de protection de l'environnement (ANPE)
Adresse (numéro, rue, ville)	12, Rue du Cameroun, La Belvédère
Téléphone (24 h/24)	+216 (71) 767 448/+216 (98) 304 414 (portable)
Téléfax	+2156 (71) 751 268/751 750
Heures d'ouverture	
E-mail	<a href="mailto:anpe.boc@anpe.nat.tn">anpe.boc@anpe.nat.tn</a> ; <a href="mailto:dg@anpe.nat.tn">dg@anpe.nat.tn</a>

## Frontière

À qui la demande doit être adressée

Conditions financières pour les services d'expert	
Restrictions (visa, etc.) concernant les voyages vers n'importe quel pays méditerranéen? Si oui, veuillez indiquer quels pays	
Conditions financières et autres (transport, etc.) pour mettre l'équipement ou le produit à la disposition d'une partie requérante	
Emplacement de l'équipement et des produits et port ou aéroport le plus proche (ville / port, ville / aéroport)	

## Formation et suivi

### Réunion des correspondants du REMPEC

Année	Représentant	Ministère/département/division
2007	M. Mohamed Zmerli, Ingénieur Principal	Ministère de l'environnement et du développement durable
2007	M. Noureddine Ben Rejeb, Directeur Général	Agence nationale de protection de l'environnement (ANPE)
2005	M. Malek Smaoui, Directeur de la Conservation de la Nature et du Milieu Rural	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
2003	M. Malek Smaoui, Sous Directeur Protection de l'Environnement	Ministère de l'Agriculture de l'Environnement et des Ressources Hydrauliques
2003	M. Heger Farza, Directeur Central de la Marine Marchande	Office de la Marine Marchande et des Ports (OMMP)
2009	M. Mohamed Zmerli, Chef de Service	Ministère de l'environnement et du développement durable
2009	Mme. Lamia Zroud, Chef de Service des Ports	Ministère du Transport
2000	M. Malek Smaoui, Sous Directeur	Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire
2000	M. Larbi Bouguerra, Chef du Service Pollution Marine Expert - Contrôleur	Agence Nationale de Protection de l'Environnement (ANPE)
2000	M. Moncef Frej, Head of Department	Merchant Marine General Directorate
2000	M. Mohamed Anis Boussetta, Directeur de la Sécurité et de la Protection de l'Environnement à l'Office de la Marine Marchande et des Ports	Missing
2011	M. Mohamed Zmerli, Ingénieur Principal	Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement
2011	M Moncef Fraj, Directeur de la navigation maritime au Ministère du Transport et l'Equipment	Direction Générale de la Marine Marchande

### Activités régionale

Date	Nom de l'activité	Nom du participant du pays
05/2009	Regional Government and Industry Workshop on Cooperation, Preparedness for and Response to Oil Spills in the Mediterranean Sea - 11-12 May 2009, Marseille, France.	M. Mohamed Labidi, M. Samir Khedhira, Tunisie
03/2000	MEDEXPOL 99/2 - Formation régionale sur les nouvelles techniques de nettoyage du littoral en cas de pollution (hydrocarbures et produits chimiques) - Brest, France 21-25 mars 2000	M. Othman Ben Othemem, M. Larbi Bouguerra, Tunisie
12/2001	MEDEXPOL 2001 – Formation régionale sur la prévention, la préparation à la lutte et lutte contre les accidents impliquant des substances dangereuses à l'interface navire/littoral -Gênes, Italie, 10-14 décembre 2001	M. Habib ben Chaabane, M. Moncef Frej, M. Faiez Wbid, Lt. Cdr. Hamda Dhaoudi, Tunisie
10/2002	MEDIPOLE 2002 - Séminaire Régional sur la lutte contre les déversements d'hydrocarbures et de produits chimiques pour les administrateurs gouvernementaux et les cadres supérieurs - Malte, 29 octobre -2 novembre 2002	M. Larbi Bouguerra, M. Fathi Bouzghaya, Tunisie

Date	Nom de l'activité	Nom du participant du pays
10/2003	MEDIPOLE 2003 – Atelier Européen sur l'Imagerie Satellitale et les Déversements Illicites d'Hydrocarbures en Europe et en Méditerranée, et visites du FOST (Fast Oil Spill Team) à Rognac / Marseille - Toulon, France, 2 – 4 Oct. 2003	M. Lamine Aouni, M. Larbi Bouguerra, Tunisie
12/2004	Exercice d'alerte régional MEDIPOLEX 2004, organisé en proche collaboration avec le Point Focal National de Chypre	Toutes les parties contractantes ont participé
10/2005	MEDEXPOL 2005 – Séminaire régional sur l'utilisation de la télédétection pour le contrôle de la pollution par les hydrocarbures - Nicosie, Chypre, 17-20 octobre 2005	M. Taoufik Gargouri, M. Larbi Bouguerra, M. Mohamed Zmerli, Tunisie
10/2010	Formation sous-régionale de formateurs sur l'évaluation des littoraux pollués par les hydrocarbures	M. Mohamed SALLAMI, M. Mohamed ABDELKARIM, M. Hedi BOUZAIENE, M. Riadh KALLEL, M. Farhat LAMINE, M. Samir KHEDIRA, M. Ahlem MARZOUGH, Mme. Nadia MZOUGH, M. Béchir BATTIKH
06/2007	Pollution prevention and control (INFOPOL) training course	Mr. Larbi BOUGUERRA
10/2010	4ème Réunion des autorités compétentes chargées de la mise en œuvre du Plan sous régional du Sud ouest de la Méditerranée, Tunisie	M. Najah DALY, M. Samir KHEDHIRA, M. Samir KAABI, M Houcine RHILI, Mlle. Ahlem MARZOUGH, Lt. Colonel Moez DACHRAOUI, Commandant Radhiuen GHADHAB, M. Moncef Ben FRAJ, M. Mourad GHORBEL, M. Nabil Elfkih ROMDHAN, Lt. Colonel Ilyes BLEL, M. Lassed BOUTTARA

## Activités nationales

Date      Nom de l'activité

## Prévention

### Conventions internationales de prévention

#### Approuvé

Instrument juridique	Ratification	Transposition de l'instrument international dans la législation nationale
<a href="#">LC 1972</a>	21/01/1976	Adhésion par la loi n° 76/-17 du 21/01/76
<a href="#">AFS 2001</a>	30/06/2011	Ratification par Décret n°2011-833 du 30 juin 2011
<a href="#">SOLAS 74</a>	23/05/1980	Ratification par Loi n° 80-22 du 23 mai 1980
<a href="#">SOLAS Protocol 78</a>	23/05/1980	Ratification par Loi n° 80-23 du 23 mai 1980
<a href="#">SOLAS Protocol 88</a>	04/08/1998	Adhésion par Loi n°98-68 du 4 août 1998
<a href="#">Load Line 1966</a>	31/01/1973	Ratification par Loi n° 73-3 du 31 janvier 1973
<a href="#">Load Line Protocol 1988</a>	06/07/1998	Adhésion par Loi n° 98-58 du 6 juillet 1998
<a href="#">TONNAGE 69</a>	06/07/1998	Adhésion par Loi n° 98-58 du 6 juillet 1998
<a href="#">COLREG 72</a>	07/12/1977	Adhésion par Loi n°77-70 du 7 décembre 1977
<a href="#">STCW 78</a>	09/05/1994	Adhésion par Loi n° 94-46 du 9 mai 1994
<a href="#">UNCLOS</a>	22/02/1985	Ratifiée par loi n° 85-6 du 22 février 1985
<a href="#">MARPOL Annex I &amp; Annex II</a>	01/08/1980	Ratification par Loi n° 80-56 du 1er août 1980

Instrument juridique	Ratification	Transposition de l'instrument international dans la législation nationale
<a href="#">MARPOL Annex III</a>	01/08/1980	Ratification par Loi n° 80-56 du 1er août 1980
<a href="#">MARPOL Annex IV</a>	01/08/1980	Ratification par Loi n° 80-56 du 1er août 1980
<a href="#">MARPOL Annex V</a>	01/08/1980	Ratification par Loi n° 80-56 du 1er août 1980
<a href="#">MARPOL Annex VI</a>	04/06/2011	Ratification par Décret-loi 2011-50 du 4 juin 2011

## Désapprouvé

Instrument juridique	Transposition de l'instrument international dans la législation nationale
<a href="#">LC Protocol 1996</a>	
<a href="#">BMW 2004</a>	
<a href="#">SCP B&amp;H-CRO</a>	

## Sanctions pour violations

L'Administration dispose des lois nationales nécessaires pour garantir l'application de sanctions d'une sévérité adéquate afin de décourager la violation des instruments internationaux auxquels l'État est partie prenante.	<input type="checkbox"/>
Si oui, comment les violations sont-elles suivies et quelles sont les sanctions (par exemple, le type d'amendes) imposées?	

## Inspections des navires

Inspections périodiques de ses propres navires	
L'Administration a les lois nationales nécessaires en vigueur pour prévoir des inspections et des détentions de navires afin d'assurer le respect des normes internationales de sécurité maritime et de prévention de la pollution, auxquelles l'État est partie prenante	<input type="checkbox"/>
Si oui, combien de navires sont inspectés chaque année et combien d'entre eux ont abouti à la détention du navire?	
Nombre de navires détenus par le contrôle par l'État du port au cours des 3 dernières années	
Nombre de navires détenus en vertu du Mémorandum d'entente de la Méditerranée	
Nombre de navires détenus en vertu du Mémorandum d'entente de Paris	
Nombre de navires détenus en vertu du Mémorandum d'entente de Tokyo	
Nombre de navires détenus sous le Service des garde-côtes des États-Unis (USCG)	
Inspections du contrôle par l'État du port	
Des inspections de contrôle par l'État du port sont effectuées dans vos ports	<input type="checkbox"/>
Si oui, combien d'inspections de la CFP sont effectuées chaque année?	

## Délégation de pouvoirs aux organisations reconnues (Bureaux régionaux)

L'Administration a les lois nationales nécessaires,   
y compris les accords nécessaires, en vigueur  
pour déléguer le pouvoir aux Bureaux régionaux

Quelles procédures sont en place pour surveiller  
le travail des bureaux régionaux?

Fournir une liste des bureaux régionaux auxquels  
la délégation de pouvoirs est accordée par le biais  
d'un tel accord.

## Enquêtes sur les accidents

L'Administration dispose des lois nationales   
nécessaires pour mener les enquêtes requises sur  
les accidents

Nombre d'échouements signalés au cours des 3  
dernières années

Nombre de collisions signalées au cours des 3  
dernières années

Nombre d'accidents signalés ayant entraîné des  
incidents de pollution au cours des 3 dernières  
années

## Mise en oeuvre de MARPOL

### Infractions à MARPOL

L'administration dispose des lois nationales   
nécessaires pour garantir l'application de  
sanctions suffisamment sévères en cas  
d'infraction à MARPOL

Si oui, comment les infractions sont-elles suivies  
et quelles sont les sanctions imposées?

### Installation de réception portuaires

Port	MARPOL Annexe I	MARPOL Annexe II	MARPOL Annexe IV	MARPOL Annexe V	MARPOL Annexe VI
------	--------------------	---------------------	---------------------	--------------------	---------------------

### Surveillance des eaux côtières

La surveillance des eaux sous votre juridiction est   
effectuée

Si oui, quelles sont les méthodes et les  
ressources disponibles pour effectuer une telle  
surveillance?

## Resources

### Organigramme

Nombre de bureaux, de personnel non technique et de personnel technique

Chef de bureau (fournir l'adresse complète et les  
coordonnées)

Nombre des autres bureaux (fournir l'adresse  
complète et les coordonnées de tous les bureaux)

Nombre de personnel non technique

Nombre de personnel technique

**Nombre de bureaux, de personnel non technique et de personnel technique**

---

**Nombre d'inspecteurs (Inspecteurs de l'État du pavillon et inspecteurs de l'Etat du port)**

---

**Nombre d'enquêteurs sur les accidents de l'État du pavillon**